



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.100
29 mars 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DE L'UPC DE MBALMAYO
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN

MBALMAYO, le 15 mars 1955

Section camerounaise du R.D.A.

Comité central de M'Byo

Le Secrétaire Général du Comité central de Mbalmayo,
de l'Union des Populations du Cameroun,

à Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U.
LAKE SUCCESS, NEW-YORK

Monsieur,

En accusant réception de votre lettre du 28 janvier dernier, par laquelle vous me faisiez part de la décision prise, lors de la 565ème séance du 27 janvier, du Conseil de tutelle, rejetant ma demande de faire un exposé oral, en vue de développer ou de compléter mes précédentes pétitions, j'ai l'honneur de vous exprimer mon douloureux regret à ce sujet.

Loin de mettre en cause la décision précitée, ni méconnaître la sincérité de la prochaine Mission de visite des Nations Unies, devant se rendre au Cameroun dans le courant de l'année, mais je regrette sincèrement que cette Mission n'aura certainement pas assez de temps matériel, pouvant lui permettre d'examiner en détail les doléances qui lui seraient adressées par les populations.

C'est pour cette raison que je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire appel à cette décision qui, si elle est maintenue par le Conseil de tutelle, risquerait de porter atteinte à notre droit de pétition et à celui de se faire entendre par cet organisme.

Par ailleurs, de telles demandes ont déjà été accordées par la 4ème Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de ces précédentes sessions des 1952 à 1954, au cours desquelles les doléances exprimées par les pétitionnaires du Cameroun ont toujours été renvoyées à l'étude du Conseil de tutelle. Mais pour une première fois qu'un pétitionnaire du Cameroun voudrait se faire entendre par le Conseil, il se trouve alors bloqué par les membres de cet organisme qui, pourtant avait bien prévu dans leur règlement intérieur d'entendre les pétitionnaires des territoires sous tutelle, qui voudraient compléter ou développer leurs pétitions écrites.

Compte tenu de ce qui précède et voulant toujours faire un exposé oral devant votre conseil, je vous serais très reconnaissant de bien vouloir attirer de nouveau, l'attention des membres du Conseil de tutelle, afin que je sois convoqué à la prochaine session, qui aura lieu au courant de cette année.

En attendant recevoir un exemplaire de l'itinéraire de la prochaine Mission, tel que vous me l'avez permis, je vous serais entièrement reconnaissant de bien vouloir charger cette mission de faire une enquête sur le meurtre de ZAMBO CWONO Edmond, assassiné en 1953, par un fonctionnaire français qui n'a jamais été poursuivi par la justice.

Veuillez agréer, je vous prie, l'assurance de ma très haute considération.

P. Le Bureau du Comité

Le Secrétaire général

(s.)

ABESSOLO N'Koudou.
